La consommation de drogues à l'adolescence dans la presse quotidienne nationale : conduite délictueuse ou problème de santé publique ?

Drug Use during Adolescence in the Daily French Press: Illegal Behavior or Public Health Problem?

Audrey Arnoult

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/5424>

DOI : 10.4000/edc.5424

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

Pagination : 159-180

ISBN : 978-2-917562-10-9

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Audrey Arnoult, « La consommation de drogues à l'adolescence dans la presse quotidienne nationale : conduite délictueuse ou problème de santé publique ? », *Études de communication* [En ligne], 41 | 2013, mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/5424> ; DOI : 10.4000/edc.5424

Varias...

AUDREY ARNOULT
**LA CONSOMMATION DE DROGUES
À L'ADOLESCENCE DANS LA PRESSE
QUOTIDIENNE NATIONALE :
CONDUITE DÉLICTEUSE
OU PROBLÈME DE SANTÉ PUBLIQUE ?**

Jusqu'au début du XX^e, la consommation de drogues est relativement tolérée par les autorités politiques et ecclésiastiques. Utilisées à des fins médicales, religieuses ou encore esthétiques, leur usage ne suscite que peu d'interrogation. Coppel et Bachmann notent « *qu'à aucun moment, la 'drogue' ne constitue ce que nous appelons 'problème de société'. Bien plus, jusque vers 1840, les 'drogues' au sens que nous donnons aujourd'hui à ce terme ne captivent véritablement personne* » (Bachmann et Coppel, 1989, 28). Pour Charras, il faut attendre le début du XX^e siècle pour que la question de l'usage de drogues pénètre dans l'espace public¹. Les débats politiques et la médiatisation de plusieurs faits divers conduisent au vote de la loi du 12 juillet 1916 qui interdit l'usage en société. La condamnation de l'usage privé – qui devient donc un délit – est introduite par la loi du 31 décembre 1970. Toujours en vigueur, celle-ci suscite régulièrement des débats notamment

1 Il existe une loi plus ancienne (du 19 juillet 1845) qui réglemente la vente et l'achat de substances vénéneuses mais ne concerne pas la répression de l'usage.

concernant la dépénalisation du cannabis, cette substance étant largement consommée à l'adolescence.

La présente contribution se propose d'analyser la médiatisation de la consommation de drogues à l'adolescence dans la presse quotidienne nationale. Autrement dit notre analyse porte sur les discours médiatiques relatifs à une transgression juridique. En outre, l'usage de substances psychoactives est parfois considéré par le corps médical comme une conduite à risques témoignant d'une souffrance psychique au même titre que l'anorexie ou le suicide et devant être prise en charge (Pommereau, 2003, 103). Dans une perspective constructiviste, nous considérons les journalistes comme des acteurs sociaux qui mettent « *en lisibilité* » le monde social (Delforce, 1996, 28). En ce sens, les quotidiens sont un lieu, parmi d'autres, de la configuration des problèmes publics. Comme le rappellent Delforce et Noyer, « *c'est le choix des matrices discursives dans lesquelles on configure une question qui contribue à fortement lui conférer (ou pas) un caractère public* » (Delforce et Noyer, 1999, 28). C'est donc la façon dont les médias mettent en discours l'usage de drogues à l'adolescence comme problème de santé publique qui nous intéresse ici ; la notion de santé publique étant entendue comme « *un projet collectivement défini en vue de défendre un bien commun que l'on qualifie de santé publique* » (Fassin, 2008, 15). Elle renvoie à l'ensemble des mesures – notamment étatiques – qui visent à préserver la santé de la population et/ou à réduire les risques.

Nous proposons tout d'abord quelques précisions terminologiques puis nous montrons comment la consommation de drogues à l'adolescence a fait irruption dans le débat public, devenant un sujet politique et médiatique. Notre corpus compte 72 articles de presse quotidienne nationale, publiés entre le 1^{er} janvier 1995 et le 11 mars 2009². Une approche narrative des discours permet

2 Le corpus retenu débute en 1995 (pour des raisons techniques d'archivage) et se termine en 2009, cette année correspondant à la limite fixée pour l'analyse du corpus de notre thèse (soutenue en 2011). Les titres de presse ont été choisis dans une perspective comparatiste afin de mettre en lumière les similitudes ou divergences dans le traitement médiatique du sujet. Les articles sélectionnés constituent un échantillon de l'ensemble des discours parus au cours de la période d'étude. Ils ont été sélectionnés selon un principe d'événementialité (les articles portant sur des événements politiques et scientifiques importants dans la problématisation de ce sujet ont été retenus) et de systématité (en référence à la méthode de l'échantillon systématique qui consiste à sélectionner les articles selon un intervalle fixe).

de repérer quelle(s) phase(s) du schéma narratif privilégient les journaux³. Nous nous focalisons plus précisément sur la phase de manipulation⁴ qui, dans le cadre de notre étude, peut correspondre aux facteurs déclencheurs de la consommation de drogues et sur la phase de performance qui renvoie au « faire »⁵ adolescent autrement dit aux modalités de consommation. L'étude lexicale des discours permet de repérer plus précisément quels termes sont employés par les journalistes pour désigner l'usage de cannabis, les adolescents fumeurs et leurs pratiques. Nous étudions également la place accordée à la figure des pouvoirs publics dans les discours pour comprendre comment la presse co-construit le sujet comme un problème de santé publique. Ce questionnement implique une analyse de l'évolution des discours médiatiques – notamment par rapport aux années 1960-1970 – qui s'inscrit dans une approche discursive et symbolique des phénomènes de médiatisation.

Quelques précisions terminologiques sur les « mots » de la drogue

Les notions associées à la drogue sont multiples et renvoient à des acceptions différentes selon qu'elles sont situées dans une perspective juridique, médicale ou de sens commun. Il importe donc de les définir.

Dans le langage médical, le terme de drogue désigne « *une substance qui possède à la fois des propriétés psychotropes et des propriétés toxicomanogènes. Des propriétés psychotropes, cela signifie 'qui modifie les sensations, l'humeur, la conscience et d'autres fonctions psychologiques et comportementales'. Des propriétés toxicomanogènes, cela signifie 'qui est capable d'induire un état de dépendance'* » (Bailly, 2009, 25). Bergeron souligne que pour le sens

3 Dans la sémiotique narrative greimassienne, le schéma narratif se compose des phases de manipulation, de compétences, de performance et de sanction. Elles organisent le récit mais ne sont pas nécessairement toutes présentes dans un discours – ici, les articles de presse.

4 Elle est définie par Greimas comme la phase au cours de laquelle le destinataire fait agir l'actant sujet. Le destinataire est « *celui qui fait faire, c'est-à-dire qu'il exerce un faire visant à provoquer le faire du sujet* » (Greimas, 1976, 23). Il peut s'agir d'une personne mais aussi d'un objet ou d'une émotion.

5 La phase de performance est une phase de transformation, un « faire-être » qui permet à l'actant sujet de réaliser sa quête.

commun le terme de drogue est surtout employé pour désigner les substances « *dont l'usage est prohibée par la loi* » (Bergeron, 2009, 9) alors que, d'un point de vue médical, l'alcool, le tabac, le cannabis ou encore l'héroïne correspondent à la définition d'une drogue. Dans le vocabulaire juridique, les substances (ou drogues) illégales sont qualifiées de stupéfiants. Le terme de substances psychoactives renvoie quant à lui aux produits qui modifient l'état de conscience et/ou le comportement, sans aucune connotation juridique. Il désigne donc une catégorie de produits plus large que celle de stupéfiants. La communauté scientifique emploie de façon indistincte les termes drogue et substances psychoactives, voire privilégie cette seconde expression, le mot drogue étant trop associé à l'aspect illicite des produits consommés. Nous procéderons donc de même dans cet article.

Les notions de toxicomanie et de dépendance sont également associées au terme de drogue. La toxicomanie désigne une consommation excessive et répétée qui engendre un état de dépendance physique et/ou psychique. Il y a dépendance physique quand le produit devient indispensable au maintien physiologique de l'organisme, la dépendance psychique se traduisant par un désir intense de renouveler l'usage de la substance (Bergeron, 2009). Le sujet est considéré comme dépendant lorsqu'il organise toutes ses activités en fonction de sa consommation. La toxicomanie a progressivement fait l'objet de mesures législatives et sanitaires dont nous retraçons les grandes lignes.

La consommation de substances psychoactives à l'adolescence, un sujet « public » récent

De l'interdiction de l'usage en société à celle de l'usage privé

L'usage de drogues est aujourd'hui interdit par la loi, ces substances étant « *considérées posséder un pouvoir redoutable, celui de plonger le sujet dans l'animalité et la déchéance morale et sociale* » mais il n'en a pas toujours été ainsi (Bergeron, 2009, 11-12). Le terme « toxicomanie » n'apparaît dans la littérature scientifique qu'en 1885. La consommation publique de drogues devient un délit en 1916 avec le vote de la loi pénalisant la détention et l'usage de substances vénéneuses parmi lesquelles figure le haschisch.

L'inclusion de l'usage privé dans le dispositif législatif est plus tardive et va de pair avec l'irruption du problème de la toxicomanie dans l'espace public. En juin 1969, le décès d'une jeune fille, retrouvée morte dans les toilettes d'un café suite à une overdose d'héroïne, suscite l'inquiétude générale. Bergeron décrit la situation ainsi :

Soudain c'est la consternation générale ; un peu partout en France, les prises de position politique s'accumulent : on réclame l'intervention sans complaisance de l'État protecteur contre ce fléau moderne qui chaque jour détruit un peu plus la jeunesse désespérée. Il faut réagir vite avant que le mal ne prenne forme, voter une loi pour dresser plus sévèrement comme paravent la barrière symbolique de l'interdit, trouver des spécialistes pour s'en occuper et « réintégrer » au plus vite ces jeunes désœuvrés qui ont quitté le droit chemin (Bergeron, 1999, 24)⁶.

La toxicomanie est présentée comme une épidémie susceptible d'emporter la jeunesse et contre laquelle il faut lutter⁷. A cet événement déclencheur, s'ajoute l'atmosphère de l'après-mai 68 et la volonté de reprendre en main la jeunesse, la consommation de drogues étant pensée comme un acte de contestation susceptible de mettre en péril l'ordre social. C'est dans ce contexte qu'est votée à l'unanimité la loi relative « *aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et la répression du trafic et de l'usage des substances vénéneuses* », le 31 décembre 1970. Cette loi ne fait pas de distinction entre les drogues et les types de consommation ; l'usage privé, récréatif et solitaire de cannabis étant considéré comme un délit au même titre que la consommation d'héroïne. Or, à cette époque, les connaissances scientifiques sur la toxicomanie sont maigres et les chiffres sur la consommation quasi-inexistants. L'adoption de

6 Par exemple, dans son édition du 11 juillet 1970, Paris Match écrit : « Parents, attention, le fléau arrive chez nous... Héroïne, morphine, cannabis, hallucinogènes ont établi partout leur règne hideux. Depuis deux ans, ils ont posé quelques tentacules en France » (Bachmann et Coppel, 1989, 486).

7 Par exemple, Ehrenberg cite les propos d'un rapporteur de la commission des lois du Sénat : « si la toxicomanie n'est pas, au sens médical du mot, une maladie contagieuse, on sait que sa pratique a un effet presque épidémique, que les 'pratiquants' sont aussi des prosélytes et que le drogué, par le seul fait du vice qu'il a adopté ou qui s'est imposé à lui, a perdu une grande partie de son droit à la liberté, ayant abdiqué celui-ci au profit des « paradis artificiels » qu'il recherche » (Ehrenberg, 1995, 73-74).

cette loi ne s'explique pas par un constat épidémiologique mais par la représentation de la drogue. La consommation de substances psychoactives est pensée de façon unilinéaire : prendre de la drogue conduit à la toxicomanie, situation de dépendance et de déchéance morale et sociale. Pour Ehrenberg, la loi de 1970 est fondée sur le « *triangle d'or républicain* » (Ehrenberg, 1995, 36) : abstinence, éradication, désintoxication. L'État français veut éradiquer les drogues de la société en enjoignant les toxicomanes à se désintoxiquer *via* la cure dont l'objectif ultime est l'abstinence. En effet, la loi de 1970 confère un double statut au toxicomane : délinquant ou malade, la clause de l'injonction thérapeutique stipulant que les poursuites pénales sont abandonnées si l'individu accepte la prise en charge sanitaire. En pratique, cette « *volonté d'articulation entre la justice et le soin se révéla un échec douloureux et complet* » (Lowenstein, 2005, 136)⁸. Ce modèle sociétal de l'abstinence et de l'éradication est remis en cause dans les années 80-90 conduisant à l'apparition d'un nouveau paradigme : celui de la société avec drogues.

La toxicomanie devient un problème de santé publique

Les remises en cause de l'idéal normatif d'une société sans drogue résultent d'une conjonction de facteurs parmi lesquels l'arrivée du sida qui entraîne la mise en place d'une politique de réduction des risques. Avec l'apparition de cette maladie, la menace sociale que représentait la toxicomanie se transforme en péril sanitaire. L'objectif n'est alors plus l'abstinence mais la prévention des risques encourus par les toxicomanes. Pour Fassin, avec la mise en place de la politique de réduction des risques, l'approche sanitaire prend le pas sur la gestion répressive, le toxicomane étant désormais « réellement » considéré comme un malade. Ainsi, « *la toxicomanie qui, de déviance, relevant essentiellement d'une logique répressive, est devenue dans les années 90 un enjeu majeur de santé publique* » notamment « *par l'invocation du danger d'infection telles que le sida et l'hépatite* » (Fassin, 2008, 32). La question de la consommation de drogues est

8 En effet, le Dr Lowenstein précise qu'au fil des années, les tribunaux prononcèrent de moins en moins d'injonctions thérapeutiques. En outre, le retrait de la vente libre des seringues (en 1972) ne diminua pas le nombre d'overdoses et fut la principale cause de la propagation rapide du sida dix ans plus tard (Lowenstein, 2005, 137).

envisagée par les pouvoirs publics dans une perspective sanitaire. Les enquêtes épidémiologiques et sociologiques se multiplient soulignant la diversité des usages. Ces études recourent d'ailleurs au terme d'usage qui renvoie à la représentation d'un individu rationnel et non « asservi » au produit. Elles permettent aussi de dresser un paysage de la consommation de drogues chez les jeunes.

Quelques caractéristiques de l'usage contemporain des substances psychoactives à l'adolescence

Les données épidémiologiques mettent en avant la banalisation et la précocité de la consommation de cannabis. A 17 ans, un jeune sur deux aurait déjà expérimenté le cannabis, cette expérimentation ayant doublé en l'espace de dix ans⁹. La consommation régulière concernerait quant à elle 9 % des adolescents à l'âge de 18 ans (Le Heuzey, 2009). Certains auteurs évoquent une « *consommation de masse* » qui caractériserait dorénavant la culture adolescente (Huerre et Marty, 2004, 9). Les jeunes qui expérimentent le cannabis se situent souvent dans une consommation festive qui reste occasionnelle. En revanche, les consommateurs réguliers ou abusifs utilisent le cannabis pour atténuer leur mal-être. Pour Gutton et Del Volgo, si l'usage est « *massif dans la population adolescente [...], il faut distinguer les usages occasionnels et limités et ceux plus importants qui durent plusieurs années* » (Gutton et Del Volgo, 2004, 65). Une consommation régulière pose la question de la dépendance, mais celle-ci reste controversée au sein de la sphère médicale : pour certains, il est possible de développer une dépendance au cannabis tandis que, pour d'autres, la dépendance physique serait faible. En dépit de ces divergences, retenons que l'usage de cannabis peut être envisagé comme une conduite sociale ou toxicomaniaque (Bailly, 2009), cette distinction étant susceptible de structurer les discours de presse.

9 La notion d'expérimentation est définie par Daniel Bailly de la façon suivante : « *La consommation au cours de la vie, ou encore 'expérimentation', désigne le fait d'avoir déjà consommé au moins une fois la substance concernée. Sous ce terme sont donc regroupés à la fois des adolescents qui peuvent avoir simplement fait une fois l'expérience de la substance comme des adolescents qui en consomment plus ou moins régulièrement* » (Bailly D., (2009), *Alcool, drogues chez les jeunes : agissons*, Paris, Éditions Odile Jacob, p. 35).

La médiatisation de la consommation de drogues à l'adolescence : entre conduite sociale et transgression juridique

L'analyse qualitative porte sur un corpus de 72 articles publiés dans *La Croix* (18), *Le Monde* (9), *Le Figaro* (21), *Libération* (16) et *L'Humanité* (8), entre le 1^{er} janvier 1995 et le 11 mars 2009. Nous analysons la désignation de la consommation de drogues et des adolescents pour voir si la représentation alarmiste des années 60-70 – décrite notamment dans les travaux de Bergeron et Ehrenberg – subsiste dans les discours médiatiques contemporains : l'adolescent est-il présenté comme un toxicomane dangereux, un délinquant ou un jeune en souffrance ? Puis, nous nous intéressons à la performance des jeunes : les quotidiens décrivent-ils des usagers occasionnels dont la consommation est essentiellement festive ou envisagent-ils les adolescents comme des consommateurs déjà dépendants en situation de mal-être ? Quelles sont les conséquences de l'usage des substances psychoactives ?

La banalisation de la consommation de cannabis

Le passage de l'idéal normatif d'une société sans drogue au paradigme d'une société avec drogues s'est accompagné d'une évolution dans les représentations dont témoignent les discours de presse. En effet, comme les enquêtes épidémiologiques, les journaux distinguent les différents types de consommation que sont l'expérimentation, la consommation régulière, abusive et la dépendance. Le terme « *toxicomanie* » est peu utilisé même s'il est un peu plus fréquent dans les articles du *Figaro*. Ce quotidien l'emploie notamment comme surtitre, introduisant une confusion entre la dépendance engendrée par l'usage toxicomane d'un produit et la consommation de cannabis¹⁰. Outre cette distinction des types d'usage, les journaux s'appuient également sur des données épidémiologiques soulignant l'augmentation de l'usage de cannabis. La représentation épidémique de la consommation de drogues, propre aux années 1970, a disparu des discours même si le terme de « *fléau* » figure dans quelques articles, notamment du *Figaro*. Ce quotidien l'utilise pour désigner à la fois la consommation de substances

10 *Le Figaro*, 3 mai 2000, 29 juillet 2002 et 15 avril 2004.

psychoactives et la toxicomanie, ce qui n'est pas anodin. En effet, cette confusion suggère que, quel que soit le type de consommation, l'usage de drogue doit être « éradiqué ».

Une divergence similaire est repérable par rapport à la question de la banalisation de l'usage du cannabis. Ce phénomène est signalé par tous les quotidiens mais il suscite des prises de position différenciées. Dans les discours de *La Croix* et du *Figaro*, le terme est employé entre guillemets et les experts sollicités critiquent cette évolution. *Le Monde* se contente de rapporter les chiffres d'une enquête qui « fait état de la banalisation du cannabis »¹¹, cette substance étant « résolument entré[e] dans leur univers »¹². *L'Humanité* et *Libération* prennent acte de ce « fait de société ». Ainsi, *L'Humanité* laisse la parole à un jeune consommateur qui évoque le cannabis en ces termes : « un pétard c'est presque naze tellement c'est banal »¹³. Le journal ajoute que « tous ont connu la distorsion entre cette consommation banalisée et l'illégalité qui continue d'entourer toute vente et usage ».

La dimension délictueuse de cette conduite est rappelée par l'ensemble des journaux qui parlent tous de « substance » ou « drogue illicite ». Un journaliste du *Monde* met ce qualificatif entre guillemets, traduisant la dépénalisation de fait de l'usage du cannabis. *L'Humanité* va plus loin reprenant à son compte les propos de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) : « le joint, le pétard, le stick de cannabis est le premier produit illicite consommé dans notre société, au point qu'on ne sait plus si le cannabis est légal ou pas et quels en sont les réels dangers »¹⁴. Cette allusion à une éventuelle « légalité » du produit est absente des discours des autres quotidiens. Cependant, elle témoigne de l'évolution normative propre à toute société, la norme sociale (une consommation répandue) prenant ici le pas sur la norme juridique (l'illégalité de l'usage).

Enfin, l'évolution des représentations est également lisible dans la désignation des adolescents (« jeunes », « adolescents », « consommateurs », « fumeurs », « usagers », les termes de « drogués » et « toxicomane » étant peu employés). L'adolescent est

11 *Le Monde*, 25 novembre 1998.

12 *Le Monde*, 26 juin 2004.

13 *L'Humanité*, 18 août 2002.

14 *L'Humanité*, 23 novembre 2001.

principalement considéré comme un consommateur et non comme une personne malade, la référence à la pathologie étant très peu présente dans les discours. Toutefois, nous pouvons noter que *Le Figaro* évoque des « esclaves de la drogue »¹⁵, une expression qui n'est pas sans rappeler la représentation d'un toxicomane « asservi » au produit. À l'inverse, dans *Libération*, Daniel Defert souligne que cette figure unique du drogué doit laisser place à une échelle de risque. On ne peut plus confondre un adolescent qui fume occasionnellement du cannabis avec un héroïnomane.

Le lexique employé par les quotidiens pour désigner la consommation de cannabis et les adolescents est principalement issu des catégorisations épidémiologiques. L'image de la toxicomanie comme fléau a laissé place à une conception diversifiée des usages même si la représentation d'un jeune, esclave de son produit, subsiste dans quelques discours du *Figaro*. Cette conception n'est pas représentative de l'ensemble du corpus mais témoigne de la persistance des représentations qui ont sous-tendu l'adoption de la loi de 1970. Les témoignages d'adolescents et de parents sur les modalités de la consommation sont-ils structurés par cette même opposition ?

L'usage de cannabis : entre maîtrise et dépendance

Dans les années 70, la consommation de drogues est pensée sur le modèle de l'escalade. Née aux États-Unis, cette théorie est reprise par les opposants à la dépénalisation du cannabis qui pensent que la consommation de drogues douces conduit inéluctablement à l'usage de drogues dures, en quantité plus importante et donc à la toxicomanie. Cette théorie est progressivement remise en cause par les enquêtes épidémiologiques et sociologiques qui mettent en avant la diversité des usages. Ces deux approches structurent les discours de presse sur les pratiques adolescentes avec d'un côté, *L'Humanité* et *Libération* qui récusent l'idée d'une escalade dans la consommation de drogues et, de l'autre, *Le Figaro* qui envisage l'usage de cannabis comme le début de la dépendance. *La Croix* adopte une position intermédiaire : la théorie de l'escalade sous-tend certains témoignages

15 *Le Figaro*, 16 décembre 1997.

mais les experts sollicités dans d'autres discours ne considèrent pas la consommation de cannabis comme le début de la dépendance.

L'étude des témoignages d'adolescents et de parents fournit des éléments de compréhension quant à la façon dont les quotidiens conçoivent l'usage de drogues¹⁶. Les discours de *La Croix* et du *Figaro* présentent quelques points communs. Ils envisagent la consommation de cannabis comme conduisant rapidement les adolescents à un état de dépendance. La drogue est considérée comme un « piège » dont la consommation est comparée à une « spirale infernale », des termes qui suggèrent un usage mal ou non maîtrisé. Ce lexique est utilisé par les jeunes et par les parents qu'interrogent les deux quotidiens. Dans ces témoignages, la consommation de cannabis est présentée comme excessive, entraînant le repli sur soi et la déscolarisation de l'adolescent. A l'inverse, *Libération* et *L'Humanité* donnent la parole à des jeunes consommateurs, socialement et professionnellement intégrés ou ayant une consommation problématique de cannabis mais dont ils gèrent l'évolution. Par exemple, dans *L'Humanité*, Benjamin « affirme » que « le cannabis ça peut s'intégrer dans une routine de vie très pépère »¹⁷. *Libération* rapporte les propos de Martin, « fumeur à ses heures ». « Il a de bonnes notes » et n'est donc pas en situation de déscolarisation. Un autre jeune a décidé « d'arrêter de fumer après un 'bad trip' qui l'a effrayé »¹⁸. Contrairement à la « spirale infernale » décrite par *La Croix* et *Le Figaro*, l'adolescent choisit lui-même de ne plus consommer ce qui traduit une certaine maîtrise de l'usage. Les jeunes soulignent également le caractère non transgressif de leur conduite : la norme sociale (« tout le monde prend du shit ») leur permet de relativiser leur consommation. La comparaison avec l'usage d'alcool est aussi un moyen de normaliser leurs pratiques. L'analyse montre donc que la consommation de drogues est soit considérée comme une conduite toxicomaniaque, soit comme un comportement non transgressif mais qui n'est pas pour autant présenté comme une « conduite sociale » (Bailly, 2009, 20).

En outre, les journaux s'interrogent peu sur la figure du destinataire autrement dit l'origine de la consommation. Les quelques causes avancées sont multiples (problématique familiale, individuelle...)

16 Ces discours rapportés figurent dans tous les journaux à l'exception du *Monde*.

17 *L'Humanité*, 18 août 2002.

18 *Libération*, 3 février 2005 et 23 octobre 2007.

mais peu développées et pas explicitement rattachées aux difficultés de l'adolescence. Dans quelques articles, la comparaison de la consommation avec une « *béquille* » chimique suggère une souffrance mais n'est pas approfondie¹⁹. L'usage de substances psychoactives n'est pas non plus rattaché à la sociabilité juvénile : les notions de convivialité, de festivité ou encore de groupe de pairs sont très peu présentes dans les discours. En occultant la question des facteurs déclencheurs, la presse semble traduire la place qui est celle des drogues dans la société : un produit qui suscite des débats passionnés centrés sur la question de la dangerosité et de l'illégalité. C'est aussi cette question du danger qui sous-tend les articles portant sur les conséquences engendrées par l'usage de cannabis.

***Les effets individuels de l'usage de cannabis :
des effets controversés***

La nocivité du cannabis est un élément important dans la problématisation de ce sujet. En 1998, le rapport Roques²⁰ montre que l'usage d'alcool est aussi dangereux que celui d'héroïne alors que la consommation de cannabis serait moins nocive que celle de tabac. Dans le champ scientifique, l'approche centrée sur le produit laisse place à une approche centrée sur le comportement (Valleur et Velea, 2002, 2). Autrement dit, ce n'est pas uniquement la nature de la substance consommée qui doit être prise en compte pour déterminer si l'usage est « pathologique » mais le rapport du consommateur au produit (Bailly, 2009, 88). Par ailleurs, les effets de la consommation varient selon les individus, leur âge, leur vulnérabilité, le contexte de l'usage, etc. Ces conséquences individuelles de l'usage de cannabis sont évoquées par l'ensemble des quotidiens mais de façon différente en fonction des spécialistes convoqués et des témoignages fournis²¹.

19 *Le Monde*, 11 avril 1996 ; *La Croix*, 19 septembre 1997 ; *Le Figaro*, 2 février 2005 ; *Libération*, 23 octobre 2007.

20 Le rapport Roques, commandé par le ministère de la Santé, est publié en juin 1998. Portant sur la toxicité des drogues et sur leurs effets sur l'organisme, il bouscule les représentations en proposant une nouvelle classification des substances psychoactives, qu'elles soient licites ou illicites. En effet, il montre que des produits licites (comme l'alcool) peuvent entraîner une dépendance plus grave que des produits illicites (tel que le cannabis).

21 Aucun des articles étudiés n'est consacré spécifiquement à la question

Ainsi, *Le Figaro* présente la consommation de ce produit comme dangereuse et recourt à un vocabulaire alarmiste. Les troubles sont jugés « irréversibles ». Une mère raconte le « *cauchemar* » vécu avec son fils, « *véritable loque humaine* », qui « *fumait jusqu'à 12 'pétards' par jour. Il la frappait et consacrait l'essentiel de son existence à la recherche du produit* »²². Ces éléments dressent le portrait d'un toxicomane dépendant et dangereux. *Le Figaro* s'intéresse également au lien entre usage de cannabis et psychose. S'appuyant sur différentes études scientifiques, il avance que la « *consommation de cannabis est désormais fortement soupçonnée d'accroître au cours des années qui la suivent, le risque de développer une psychose* »²³. Dans les articles consacrés à cette thématique, le journal insiste sur la scientificité des informations communiquées et critique la « *légende du cannabis 'drogue douce'* ». A l'inverse, à l'occasion de la parution d'un livret d'informations de la MILDT – pour une société avec drogues, il dénonce le manque de scientificité de l'organisme, qualifiant le livre d'« *ambigu et dangereux* »²⁴. L'usage de cannabis est pensé comme dangereux quelque en soit la fréquence puisque la substance en elle-même est « *un vrai poison* »²⁵. Les discours de *La Croix* se rapprochent de ceux du *Figaro* mais le quotidien est plus mesuré dans la qualification des dangers qui sont toujours différenciés selon le type de consommation et la vulnérabilité individuelle. Le lien entre cannabis et psychose est aussi évoqué mais de façon nuancée.

L'Humanité cite à plusieurs reprises des extraits du livret de la MILDT – qualifié d'« *excellent* » – mettant en avant les effets positifs de l'usage de cannabis, la réversibilité des « *effets immédiats* » liés à l'ivresse cannabique et l'absence de dépendance physique. La dépendance psychique ne concernerait que 5 à 10 % des personnes soit « *beaucoup moins que le tabac qui entraîne très vite une dépendance physique et psychique* »²⁶. Dans un entretien, Nicole

de l'impact de la consommation de cannabis sur le cerveau. Seuls deux articles de *La Croix* y font allusion mais sans développer cette thématique (*La Croix*, 18 septembre 1998 et 19 février 2002). De même, dans *L'Humanité*, Nicole Maestracci précise qu'on ne peut plus dire que le cannabis a des effets irréversibles sur le cerveau, sans plus détailler cette affirmation (*L'Humanité*, 23 janvier 2001).

22 *Le Figaro*, 29 juillet 2002.

23 *Le Figaro*, 2 décembre 2004.

24 *Le Figaro*, 3 mai 2000.

25 *Le Figaro*, 2 février 2005.

26 *L'Humanité*, 23 novembre 2001.

Maestracci²⁷ pointe le manque de données scientifiques, énumérant les « *incertitudes* » sur le lien entre cannabis et « *troubles mentaux* ». *Libération* recourt à des procédés identiques. Ainsi, il souligne l'incertitude scientifique : les « *effets néfastes à long terme [...] sont mal connus* ». Les risques sont aussi comparés à ceux induits par l'usage d'alcool ou de tabac²⁸ ce qui permet de les minimiser.

Le Monde évoque les conséquences de l'usage de cannabis dans les articles consacrés à la parution des rapports Roques et Henrion²⁹. Le quotidien présente les arguments des « *dépénalisateurs* » et des partisans de la pénalisation qui « *s'inquiètent des risques sanitaires potentiels liés à l'abus de cannabis* »³⁰. Dans un autre article, la journaliste rappelle que la légalité des substances psychoactives « *ne repose sur aucune base scientifique cohérente* », la consommation d'héroïne provoquant quelques 500 morts par an et « *le cannabis n'[a]nt] jamais entraîné la mort* »³¹ contrairement à l'alcool. De façon générale, le quotidien s'aligne sur les études scientifiques menées dans ce domaine.

L'approche centrée sur le produit sous-tend les discours du *Figaro* qui construit une image univoque des substances psychoactives : la drogue est un produit toxique. *A contrario*, les autres quotidiens privilégient une approche centrée sur le comportement en distinguant les différents types d'usages. Cette analyse permet également de montrer que, comme le note Delforce, les quotidiens ne mobilisent pas les discours scientifiques uniquement pour transmettre des connaissances mais bien plus pour soutenir ou infirmer une représentation de la réalité (Delforce, 2003).

27 Magistrate, elle est à cette époque présidente de la MILDT (1998-2002).

28 *Libération*, 11 mai 2004 et 28 mars 2006.

29 Le rapport Henrion, publié en février 1995, est un rapport d'évaluation du dispositif législatif de 1970. Il met en évidence que l'éradication de « *la drogue n'était pas réaliste et qu'elle ne pouvait servir de guide à l'action publique [...]. Le véritable enjeu de la politique en la matière est de tenter de 'vivre avec' au moindre coût en termes sanitaires et sociales* » (Ehrenberg A., (1996), *Introduction : comment vivre avec les drogues ? Questions de recherche et enjeux politiques*, in *Communications*, n° 62, p. 5). Ce rapport insiste sur la nécessité de développer une politique de substitution et d'améliorer la prise en charge des toxicomanes. La majorité des membres (9 sur 17) s'est d'ailleurs prononcée pour la dépénalisation de l'usage de cannabis.

30 *Le Monde*, 4 février 1995.

31 *Le Monde*, 11 avril 1996.

La figure des pouvoirs publics et les modes de gestion du problème suggérés dans les discours

La figure des pouvoirs publics est très présente dans le corpus puisque l'usage de drogues est à la fois l'objet d'action répressives et préventives depuis l'instauration d'une politique de réduction des risques. L'étude des discours permet de préciser le rôle que les quotidiens attribuent aux pouvoirs publics : la loi répressive de 1970 est-elle remise en cause au nom des objectifs de santé publique mis en avant depuis les années 90 ?

Les journaux sont unanimes : la loi de 1970 n'est pas ou peu appliquée, « *inefficace* », « *obsolète* » et « *inadaptée* » notamment pour les adolescents fumeurs de cannabis. Un article du *Figaro* va à l'encontre de cette idée : dans une tribune, Léon Hovnanian (médecin, homme politique et alors président du Comité National d'Information sur la Drogue) évoque « *l'échec* » de la loi qui « *n'est dû qu'aux demi-mesures molles d'application* »³². Les quotidiens recourent à divers procédés pour critiquer (ou pas) ce dispositif législatif. Ainsi, *Libération* et *L'Humanité* comparent le nombre d'interpellations (en hausse) avec l'évolution du nombre de consommateurs pour démontrer l'inefficacité de la loi. La comparaison avec les politiques menées par d'autres pays européens permet également de souligner la singularité de la législation française. Par exemple, *Le Monde* précise qu'elle est l'« *une des dernières d'Europe à prévoir le délit d'usager de stupéfiants* »³³, ce constat suggérant une nécessaire révision de la loi. A l'inverse, *Le Figaro* s'appuie sur le cas de la Suède qui, après avoir opté pour une « *politique libérale* », est revenue à une politique « *de prévention assortie de l'interdit des drogues et de l'obligation de soins* ». Ce changement est présenté comme fructueux puisqu'« *en 15 ans, la toxicomanie des jeunes a chuté de 14,7 à 3,1 %* »³⁴.

Un autre procédé consiste à comparer la gestion politique de l'usage du cannabis avec celle des substances licites. Ainsi, dans les pages Rebonds de *Libération*, des experts³⁵ constatent « *que*

32 *Le Figaro*, 16 décembre 1997.

33 *Le Monde*, 11 avril 1996.

34 *Le Figaro*, 16 décembre 1997.

35 L'article est signé par différents experts : François-Xavier Colle (psychologue clinicien, il travaille depuis la fin des années 70 dans des institutions thérapeutiques), Anne Coppel (sociologue, elle est impliquée depuis de nombreuses années dans la prise en charge de la toxicomanie et a participé à la mise en place de

nul n'aurait l'idée, pour l'alcool, le tabac et les médicaments, de se réfugier derrière un rempart bâti sur des sables mouvants. Concernant les substances qualifiées de drogues, c'est pourtant ce que l'on maintient »³⁶ avec la loi de 1970. Dans la rubrique Opinions du *Figaro*, une comparaison similaire sert à justifier le rappel de l'interdit. Léon Hovnanian pose la question suivante :

Voulons-nous une société avec ou sans drogue ? Certes, il y a déjà l'alcool mais doit-on ajouter une erreur plus grave à une erreur existante ? La modernité d'un pays se juge-t-elle au nombre de drogues qu'il offre à ses enfants ? On ne peut prétendre les droits de l'homme et livrer, par une politique inadéquate, des jeunes à l'esclavage de la drogue³⁷ ?

L'appel à l'opinion publique est une autre stratégie discursive utilisée pour pointer du doigt le « retard » du gouvernement français. S'appuyant sur une enquête de l'Observatoire Français des Drogues et de la Toxicomanie, *Libération* annonce que « *la répression reste la norme mais [que] les Français sont ouverts à une évolution de la réglementation* »³⁸. Dans *L'Humanité*, ce sont les jeunes fumeurs qui en appellent à une « *légalisation en bonne et due forme* »³⁹. En revanche, *Le Figaro* s'appuie sur l'opinion publique pour saluer le lancement d'une campagne de sensibilisation sur les effets du cannabis : « *une majorité de Français réclame davantage de sécurité, de précaution* »⁴⁰. Ce recours à l'opinion des Français ou des adolescents permet aux quotidiens de légitimer leur discours en faveur de la dépénalisation ou de la sanction de l'usage de drogues. Il est aussi un moyen de dénoncer la politique gouvernementale qui ne tient pas compte de l'évolution des pratiques.

la politique de réduction des risques) et Serge Hefez (psychiatre et psychanalyste, il a consacré plusieurs ouvrages à la question du cannabis).

36 *Libération*, 23 janvier 2001.

37 *Le Figaro*, 16 décembre 1997.

38 *Libération*, 17 janvier 2002.

39 *L'Humanité*, 18 août 2002.

40 *Le Figaro*, 2 février 2005.

Enfin, des experts sont sollicités par les journaux pour réagir aux différentes initiatives politiques dans des tribunes ou des interviews ; le choix de ces experts étant révélateur de la position défendue par les quotidiens. *L'Humanité* interviewe N. Maestracci⁴¹ connue pour ses prises de position en faveur de la dépénalisation alors que *Le Figaro* se tourne vers Didier Jayle, successeur de cette dernière à la tête de la MILDT et partisan d'une politique répressive⁴². Dans *Libération*, ce sont souvent des intervenants en toxicomanie qui prennent la parole⁴³. Tous ont activement participé à la mise en œuvre de la politique de réduction des risques et/ou sont actuellement responsables de la prise en charge de toxicomanes. Ils rejettent une politique fondée sur l'interdit.

Outre cette loi répressive, les pouvoirs publics ont mis en place des campagnes d'information sur les substances psychoactives. Deux d'entre elles sont relayées par les journaux : une première sur les effets du cannabis (en février 2005) est évoquée par *Libération*, *Le Figaro* et *La Croix* ; une seconde sur la conduite sous l'emprise de cannabis (en février 2006) dans *Le Figaro*. Ce quotidien considère la campagne de 2005 comme une « *campagne choc* » visant à convaincre les jeunes que « *fumer peut empoisonner leur vie de tous les jours* »⁴⁴. Il met en avant la scientificité et la véracité des données. A l'inverse, pour *Libération*, il s'agit d'un « *coup de pub* » qui repose sur des témoignages qualifiés de « *caricature[s]* »⁴⁵. *Le Figaro* salue cette initiative gouvernementale mais note que si cette « *éducation à la santé par l'information* » échoue, « *il conviendra d'adopter la législation actuelle sur les stupéfiants* ». Outre ces campagnes, *La Croix* et *Le Figaro* consacrent un reportage aux policiers de la Mission de lutte anti-drogue. L'accent est mis sur leur mission : « *informer*,

41 Sur les trois interviews que compte le corpus de *L'Humanité*, deux donnent la parole à Nicole Maestracci.

42 Didier Jayle intervient à trois reprises dans les articles du 15 avril 2004 et 25 mai 2006.

43 Les spécialistes convoqués par le quotidien sont les suivants : Daniel Defert, François-Xavier Colle, Anne Coppel, Serge Hefez, Marie Josée Augé-Caumon, Philippe Batel, Patrick Beauverie, Jean Pierre Lhomme, William Lowenstein, Alain Morel, François Bourdillon ; certains intervenant ensemble dans une même tribune.

44 *Le Figaro*, 2 février 2005.

45 *Libération*, 3 février 2005.

responsabiliser et prévenir la consommation de stupéfiants »⁴⁶. Cette prévention repose sur la conception d'un individu rationnel qui, informé des risques de l'usage de drogues, est en mesure d'adapter voire de cesser sa consommation (Memmi, 2004).

Les pouvoirs publics sont principalement envisagés dans un rôle répressif *via* les considérations sur la loi de 1970. L'inefficacité du dispositif est notée par tous les journaux, mais alors que *Le Figaro* rappelle la nécessité de pénaliser l'usage de substances psychoactives, les autres quotidiens suggèrent de façon plus ou moins explicite la nécessité de la dépénalisation.

Conclusion

L'analyse des discours sur la consommation de drogues à l'adolescence montre une évolution des représentations depuis les années 60-70. Les journaux adoptent la terminologie scientifique pour désigner les adolescents et leurs pratiques mais sans pour autant adhérer à la conception de l'usage des substances psychoactives qui la sous-tend. Tous distinguent les différentes modalités de consommation mais *Le Figaro* (et dans une moindre mesure *La Croix*) envisage l'usage de cannabis sur le modèle de l'escalade tandis que *L'Humanité* et *Libération* donnent à voir des jeunes qui maîtrisent leur consommation. La nature délictueuse du cannabis est toujours rappelée mais ne se traduit pas par une stigmatisation des adolescents. L'ensemble des quotidiens reconnaît la banalisation de l'usage de cette substance, considérée par certains comme un fait de société avéré. La dimension publique et politique du problème est lisible dans la place accordée aux pouvoirs publics, qui sont principalement envisagés dans leur rôle répressif même si le dispositif législatif est critiqué par certains journaux. Dans ces discours, la dimension préventive reste mineure et ne permet pas de considérer la consommation de drogues à l'adolescence comme un problème de santé publique. Cela peut s'expliquer par le fait que peu de quotidiens envisagent l'usage de cannabis comme un trouble de l'adolescence. Quand la consommation est jugée problématique, c'est principalement à l'individu qu'est renvoyée la responsabilité de réguler ses pratiques ; cette conception de la prévention fondée sur l'information occultant la spécificité

de la prévention à l'adolescence est peu discutée. Nous voyons donc comment les matrices discursives mobilisées par les journaux configurent le sujet de la consommation de drogues à l'adolescence : une conduite qui se banalise et que certains considèrent comme dangereuse, réduisant l'enjeu à la question du statut juridique de cette substance.

AUDREY ARNOULT

Université Lyon 2 – Laboratoire ELICO

BIBLIOGRAPHIE

- Bachmann C. et Coppel A.**, (1989), *La drogue dans le monde : hier et aujourd'hui*, Paris, Éditions Albin Michel, 666 p.
- Bailly D.**, (2009), *Alcool, drogues chez les jeunes : agissons*, Paris, Éditions Odile Jacob, 285 p.
- Bergeron H.**, (2009), *Sociologie de la drogue*, Paris, Éditions La Découverte, 126 p.
- Bergeron H.**, (1999), *L'État et la toxicomanie : histoire d'une singularité française*, Paris, Éditions des Presses Universitaires de France, 370 p.
- Charras I.**, (1998), *Genèse et évolution de la législation relative aux stupéfiants sous la Troisième République*, in *Déviance et société*, vol. 22, n° 4, pp. 367-387.
- Delforce B.**, (1996), *La responsabilité sociale du journalisme : donner du sens*, in *Les Cahiers du journalisme*, n° 2, pp. 16-32.
- Delforce B. et Noyer J.**, (1999), *Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation : constructivisme et discursivité sociale*, in *Études de communication*, n° 22, pp. 14-37.
- Delforce B.**, (2003), *Les spécificités de la médiatisation : l'information scientifique au risque des médias*, in Le Boeuf C. et Pelissier N. (dirs.), *Communiquer l'information scientifique : éthique du journalisme et stratégies des organisations*, pp. 163-175, Paris, Éditions L'Harmattan, 391 p.
- Ehrenberg A.**, (1995), *L'individu incertain*, Paris, Éditions Calmann-Levy, 351 p.
- Ehrenberg A.**, (1996), *Introduction : comment vivre avec les drogues ? Questions de recherche et enjeux politiques*, in *Communications*, n° 62, pp. 5-26.
- Fassin D.**, (2008), *Faire de la santé publique*, Rennes, Éditions de l'École des Hautes Études en Santé Publique, 70 p.
- Foucault M.**, (1975), *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Éditions Gallimard, 360 p.
- Foucault M.**, (1997), *Il faut défendre la société : Cours au Collège de France (1975-1976)*, Paris, Éditions du Seuil/Gallimard, 283 p.

- Greimas A.-J.**, (1983), *Du sens II : essais sémiotiques*, Paris, Éditions du Seuil, 246 p.
- Greimas A.-J. et Courtès J.**, (1993), *Sémiotique : dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Hachette, Paris, 454 p.
- Greimas A.-J.**, (1976), *Préface*, in Courtès J., Introduction à la sémiotique narrative et discursive : méthodologie et application, pp. 5-25, Paris, Éditions Hachette, 143 p.
- Gutton P. et Del Volgo J.-P.**, (2004), *Besoin de cannabis à l'adolescence ?*, in Huerre P. et Marty F. (dirs.), (2004), *Cannabis et adolescence : les liaisons dangereuses*, pp. 55-65, Paris, Éditions Albin Michel, 362 p.
- Le Heuzey M.-F.**, (2009), *Jeux dangereux : quand l'enfant prend des risques*, Paris, Éditions Odile Jacob, 152 p.
- Lowenstein W.**, (2005), *Ces dépendances qui nous gouvernent : comment s'en libérer ?*, Paris, Éditions Calmann-Levy, 297 p.
- Memmi D.**, (2004), Administrer une matière sensible : conduites raisonnables et pédagogie par corps autour de la naissance et de la mort, in Fassin D. et Memmi D. (dirs.), *Le gouvernement des corps*, pp. 135-154, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 269 p.
- Neveu E.**, (1999), *L'approche constructiviste des « problèmes publics »*. *Un aperçu des travaux anglo-saxons*, in Études de communication, n° 22, pp. 41-57.
- Pommereau X.**, (2003), *Quand l'adolescent va mal : l'écouter, le comprendre, l'aimer*, Paris, Éditions J'ai Lu, 250 p.
- Valleur M. et Velea D.**, (2002), *Les addictions sans drogue(s)*, in Revue toxibase, n° 6, pp. 1-15.